

L'INSULTE FAITE A... L'EUROPE SOCIALE...

Le tohu-bohu savamment orchestré à propos de la fermeture par Renault d'une usine en Belgique ressemble de plus en plus à une «*bataille de nègres dans un tunnel*». A la vérité, ces mesures découlent directement de la politique de rigueur instaurée en 1982 par le gouvernement P.S.-P.C.F. Dans ces conditions, comment s'étonner qu'elles soient mises en oeuvre par Monsieur Schweitzer, ancien chef de cabinet de Fabius, devenu, par la grâce du St-Esprit, P.D.G. de Renault.

Selon *Le Monde*, «les syndicats C.F.D.T., C.F.T.C. et F.O.», réunis sous les auspices de la *Fédération Européenne de la Métallurgie*, auraient décidé de «*mettre l'accent sur l'insulte faite à l'Europe Sociale*».

Si les mots ont un sens, ce que ces curieux syndicalistes dénoncent, ce n'est pas la politique mise en œuvre par la trop célèbre «*Commission Européenne*» qui conduit des milliers d'hommes au chômage à la déchéance et à la mort, mais une dérisoire «*insulte au droit social européen*».

Mais de quel droit s'agit-il? Qu'est-ce que ce prétendu droit social européen censé remplacer notre «*droit du travail*», si ce n'est une machine de guerre au service des objectifs de l'Europe vaticane et totalitaire.

En réalité, tout le cinéma monté par les pseudos «*syndicalistes européens*», n'est que poudre aux yeux, destinée à faire avaler la pilule aux travailleurs dont on s'étonnera qu'ils se tournent, parfois, vers «*l'extrême droite*», tant honnie mais, pourtant, si nécessaire! (Pour justifier l'Union Nationale Juppé/Jospin/Hue).

Pendant ce temps là, en France, les préfets nomment d'autorité les responsables syndicaux dans des comités du propagande pour l'Euro dont, rappelons-le, les responsables de la Bundesbank (des orfèvres en la matière) disent: «*que l'Euro sera un instrument pour abaisser le coût du travail... que l'union monétaire suppose une plus grande flexibilité du marché du travail, puisque l'emploi et les salaires seront les seules variables d'ajustement qui resteront aux pays membres lorsqu'ils auront perdu la possibilité de dévaluer*».

On ne peut être plus clair, les travailleurs de l'automobile sont, avec d'autres, les victimes de la «*variable*» emploi.

Mais peut-on s'en étonner, le 15 mars 1953, Pie XII s'adressant au Collège d'Europe, annonçait la couleur: «*Sacrifices exigés: On reconnaît sans peine que des concessions sérieuses seront exigées de tous les partenaires d'une Europe unie. Transfert d'industries, réadaptation de la main d'œuvre, fluctuations et difficultés locales dans tel ou tel secteur de la production; voilà quelques unes des éventualités auxquelles devront faire face les gouvernements et les peuples. Ces malaises peuvent être passagers, mais aussi durables... Il faudra donc faire admettre des renoncements, peut-être permanents, par l'opinion publique de chaque nation... Il faut donc, dès le départ, s'en persuader: la perspective de profits matériels ne garantira pas la volonté de sacrifices indispensables à la réussite. Tôt ou tard, elle se révélera illusoire et trompeuse...*».

Telle est la logique de l'Europe des traités de Rome et Maastricht, et les hommes politiques, et les syndicalistes qui prétendent le contraire, ne sont que des valets du grand capital et des ennemis de la classe ouvrière qu'il faudra bien finir par traiter comme tels.

Alexandre HÉBERT.

Préfiguration de l'Union Sacrée: Les subsidiaires syndicaux belges de la «*Commission Européenne*» organisent le 16 mars une manifestation nationale pour l'emploi (oui...oui!) qui devrait rassembler 100.000 personnes. *Le Monde* du 12 Mars nous apprend que: «*Lionel Jospin (PS), Robert Hue (PCF), Louis Viannet (CGT), Nicole Notat (CFDT), Marc Blondel (FO) et Alain Deleu (CFTC) ont annoncé leur participation*». Il ne manque plus que Juppé, lui aussi, fervent partisan de «*l'emploi*».